



Université de Franche-Comté

La CGT infos N°57

Octobre 2022



cgt@univ-fcomte.fr



cgt-fercsup-ufc.bee.wf/



@CGTFERCsupUFC

Parlons pognon

L'idée générale : on n'a plus de sous, on doit faire des économies. Tout est gelé : nos postes, nos salaires, nos bureaux. L'Etat nous abandonne sur la gestion courante et ne nous file plus que de l'argent sur projets. Dernier exemple : on a obtenu un financement suite à un appel à projets sur les violences sexistes et sexuelles. Voilà à quoi tient la politique du gouvernement sur ce sujet et sur plein d'autres : écrivez des dossiers et on verra si on vous donne les moyens de lutter contre les VSS. Pitoyable, dangereux, ignoble. Revenons aux économies. Fin septembre, la ministre a envoyé des consignes aux universités pour mettre en place le plan de sobriété énergétique. L'objectif fixé : réduire notre consommation de 10% sur deux ans. Outre les pistes classiques (chauffage, lumière, électricité...), il est demandé de réduire d'au moins 20% les déplacements professionnels (type colloques ou séminaires) en privilégiant la visio quand c'est trop loin, le train à l'avion et la voiture quand c'est moyennement loin. A voir comment tout ça sera mis en place. Une petite pensée pour le chauffeur de la présidente qui devrait logiquement se retrouver au chômage technique. Autres économies : sur les heures complémentaires. La piste privilégiée : embaucher du personnel à la hauteur de nos besoins en vidant les caisses de la COMUE avant sa destruction finale. Bon ok, ça, c'est quand on sera à la tête de l'université. En attendant, il faut passer le total des heures réalisées au sein de l'uFC, aujourd'hui supérieur à 50% de notre potentiel net à 40% de ce même potentiel, ceci en deux ans. Comment ? On ne sait pas trop. Une chose paraît certaine : on ne touchera pas aux filières d'« excellence » (les CMI et masters internationaux). Encore que, il paraît que la présidence veut transformer les CMI en DU. L'excellence du pognon. Le pognon de l'excellence. Il faut même les développer. Le premier R (= Rayonnement) de IRRIS (le projet de la présidence que vous avez reçu récemment) le dit clairement. Il faut « attirer les meilleurs profils aux niveaux européen et international ». On développe des nouvelles formations mais il faut faire des économies d'heures. L'équation n'a plus trop d'inconnues. Il faudra faire des économies sur les filières classiques, bas de gamme, celles adressées aux profils vus comme médiocres par la présidence donc... Triste université que nous sommes en train de construire. Dernières économies : nos salaires. Le point d'indice a été augmenté de 3.5% (youhou !), pas de quoi compenser l'inflation. Pire, l'Etat laisse les universités se débrouiller pour cette année pour compenser cette hausse. Le RIFSEEP est ridiculement bas et bien plus bas que dans d'autres administrations. Sur ce point, les universités ont par contre touché des enveloppes du ministère : où est passé l'argent ? Pour les collègues qui ne s'en rendent pas toujours compte, la grille des catégories C commence à 1707€ bruts (soit 1450€ nets) et atteint 1794€ bruts (soit 1525€ nets) au bout de ... 6 ans. Scandaleux, inhumain, indécent. Les catégories B ne sont guère mieux loties et pour les contractuels, c'est encore pire. Cela pose un énorme problème sur l'attractivité de notre université. Les personnels ne veulent plus venir chez nous et de nombreux postes ne sont pas pourvus. Au vu des économies demandées, on ne peut être qu'inquiets sur une amélioration à court terme. Le projet IRRIS de l'université n'est guère convaincant sur ce point. Aucune remise en question du modèle actuel. Modèle qui nous conduit doucement mais sûrement dans le mur. Bifurquons, c'est urgent. La question des salaires dépasse largement le cadre universitaire. Les mobilisations récentes (grèves, manifestations) le montrent. Il faudra nous aussi en passer par là pour obtenir quelque chose. Nous sommes évidemment prêts à soutenir tout mouvement qui défendrait des meilleures conditions de travail. Une caisse de grève est opérationnelle à travers l'association UFC en lutte, émanation de l'intersyndicale FSU-CGT-SUD. Nous sommes à votre disposition.

Extrême-droite étudiante : attention danger

Récemment, sur Besançon, de nombreuses exactions d'extrême-droite ont eu lieu : [défilé nazi](#), [agressions de journalistes](#) ou de [militants de gauche](#), [perturbations de manifestations](#)... Pourquoi parlons-nous de ça ? Car certains de ces fascistes sont dans nos murs et ont monté la Cocarde étudiante de Franche-Comté. Ouvertement pro-Zemmour ou pro-Le Pen, ils ont une antenne à Besançon et une dans le Nord Franche-Comté. Ils n'hésitent pas à distribuer leur bouillie de tracts sur les campus. Cela nous rappelle également qu'à l'occasion des élections universitaires de 2020, certains avaient déjà tenté d'avancer cachés à travers la liste UEUFC. L'extrême-droite monte dans notre pays. C'est indéniable et l'université n'est pas épargnée. Soyons vigilants. Ne laissons rien passer. L'extrême-droite se combat, partout, tout le temps.

Rapport du défenseur des droits sur les discriminations dans l'enseignement supérieur

« Plus de la moitié des personnels de l'université déclare avoir subi au moins un type de traitement inégalitaire depuis le début de leur carrière professionnelle et 20 % des étudiantes rapportent avoir été confrontées à des comportements sexistes à caractère sexuel au cours de leurs études. »

A retrouver ici :

<https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/a-la-une/2022/10/discriminations-dans-lenseignement-superieur-du-constat-a-laction>

Le SCASC, encore un faux départ ?

Les nouveaux élus du conseil du SCASC ont eu la surprise de découvrir les noms des candidats pour présider ce service le 19 septembre lors de leur première réunion. Les CV des deux candidats accompagnés d'une lettre motivation furent distribués, sans que ceux-ci ne soient présents et puissent être auditionnés. La conception du débat démocratique de la présidence de l'université ne cessera jamais de nous surprendre...

On aurait pu croire à un couac lié au manque de temps, la réception du PV de la réunion fut là pour nous rappeler le peu de considération qu'avait l'université pour ses élus. Un simple relevé de décisions où étaient indiquées les questions et les réponses apportées. Cette transcription avait l'avantage d'effacer l'intensité du débat soulevé par notre liste autour de la décharge de la présidente : 50% sans compensation. C'est-à-dire une décharge purement fictive dont l'exécution reposera sur la bonne volonté de la collègue et/ou le surtravail des membres de son service. La CGT revendique le droit pour les personnels BIATSS à de véritables décharges, c'est-à-dire compensées par des recrutements.

La nouvelle présidente ne semble pas manquer de volonté, ni d'idées, mais le volontarisme ne saurait remplacer les moyens réels, témoignage concret de la considération que voudra bien porter la présidence à ce service et en définitive à ses personnels.

On est dans le caca

Enfin surtout l'UFR SLHS. Il paraît qu'il n'y a presque plus de papier toilette. Et il paraît qu'il n'y a presque plus de toilettes ouvertes non plus dans les supers préfas à Canot. Il y aurait aussi des problèmes d'électricité, de poignées de porte ou de matos audio. Mais les services techniques ne peuvent pas toujours intervenir. Il faut passer par le prestataire extérieur qui ne répond pas. Magie de l'externalisation. Il paraît qu'il y a plein de poussières dans un amphi à l'Arsenal, laissé ouvert faute de moyens, au milieu des travaux de rénovation. Et qu'on ne sait pas si ces poussières contiennent de l'amiante. Analyses en cours. En attendant, impossible d'y faire cours. Les solutions alternatives manquent parfois, faute de place. Voilà les conditions de travail, le réel, le vécu. Mais heureusement, grâce à nos multiples contributions à la cagnotte de l'université, tout beau tout neuf, Louis XIV sur son cheval trônera bientôt au milieu de ce caca. A quand une cagnotte pour avoir du PQ ?